

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 17 janvier 1967

La séance est ouverte à deux heures et demie.

LES FINANCES

LA «BANK OF WESTERN CANADA»—LA SUSPENSION DE LA LIMITE DU NOMBRE DES ACTIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je demanderais au ministre du Revenu national s'il est vrai que le Conseil du Trésor a décidé de suspendre la limite de 10 p. 100 au nombre d'actions bancaires que peut posséder une seule personne dans le cas de la *Bank of Western Canada*? MM. Sinclair, Stevens, Coyne et autres sont-ils les administrateurs de cette banque? Pourquoi cette concession unilatérale et en vertu de quelle autorité a-t-on pris la décision de suspendre l'application de cette disposition jusqu'au 1^{er} juillet 1967?

L'hon. E. J. Benson (ministre de Revenu national et président du Conseil du Trésor): Comme cette question est très complexe, j'aimerais la tenir pour préavis.

Le très hon. M. Diefenbaker: Le ministre va la tenir pour préavis. Tiendrait-il pour préavis une autre question, soit celle-ci: quelle proportion des actions est actuellement aux mains de la *British International Finance* de Toronto? Le *Globe and Mail* a-t-il raison de supposer que cette société, après avoir pris certains engagements au moment de sa constitution en corporation, va maintenant détenir plus de 50 p. 100 des actions d'une banque qui était censée avoir à cœur les intérêts de l'Ouest canadien?

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, j'aimerais également tenir cette question pour préavis, mais je voudrais dire que je ne suis pas responsable de ce que dit le *Globe and Mail*.

Le très hon. M. Diefenbaker: Cette phrase aurait dû se terminer par le mot «responsable».

LES TAUX D'INTÉRÊT: LA PARTICIPATION DE MINISTRES DES FINANCES À DES ENTRETIENS EN GRANDE-BRETAGNE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au minis-

tre des Finances une question à propos d'une réunion qui doit avoir lieu la semaine prochaine à Londres et à laquelle le premier ministre Wilson a invité des représentants des États-Unis, de l'Allemagne, de l'Italie et de la France à s'entretenir avec le gouvernement britannique au sujet de la montée des taux d'intérêt et à examiner les moyens d'améliorer la situation monétaire de façon rationnelle et opportune.

Vu l'énorme intérêt que le Canada porte à ce problème et les répercussions que cette réunion pourrait avoir sur l'économie canadienne, le Canada a-t-il été invité à participer à cette conférence et y déléguera-t-il des représentants?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, comme on l'a annoncé hier à Washington, le gouvernement britannique a invité les ministres des Finances des États-Unis, de Grande-Bretagne, d'Allemagne, de France et d'Italie à se réunir en Grande-Bretagne en fin de semaine prochaine pour discuter, notamment, du niveau des taux d'intérêt aux États-Unis et en Europe. L'Europe et l'Amérique du Nord ont vu les taux d'intérêt atteindre des niveaux très élevés depuis quelques années, ce qui reflète toute l'importance que ces pays attachent à l'application d'une politique monétaire pour réduire les pressions inflationnistes. Je suis heureux de la réduction des taux d'intérêt ces dernières semaines.

La réunion est une initiative du Chancelier de l'Échiquier de Grande-Bretagne, qui a, je suppose, invité des représentants des pays dont les taux d'intérêt ont le plus de répercussions sur le plan international. Le Chancelier de l'Échiquier, M. Callaghan, m'a fait tenir une note personnelle pour éviter tout malentendu sur l'objet de la réunion. Le secrétaire au Trésor des États-Unis m'a déclaré la même chose au téléphone. Il est bon que les pays collaborent étroitement pour harmoniser leur politique économique, et le Canada se tiendra bien sûr au courant de la tournure des événements.

M. Douglas: Une question complémentaire. Étant donné les répercussions qu'aura cette initiative sur notre économie, le ministre nous dira-t-il si le Canada enverra au moins un observateur à la conférence ou si un mécanisme a été mis sur pied pour que nous soyons tenus au courant des décisions qui pourraient y être prises?